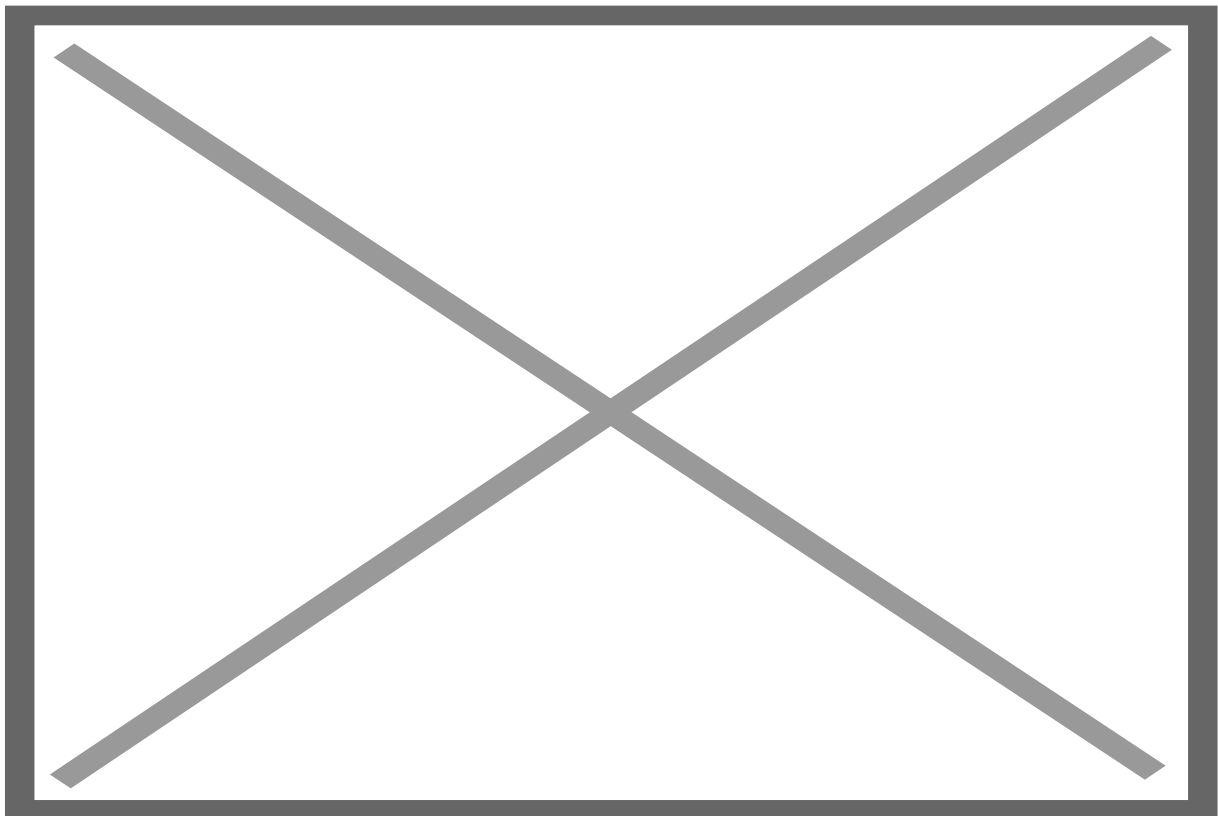


## Les manifestants israéliens veulent-ils vraiment la démocratie ?

### Description

Par Orly Noy, le 27 mars 2023

*Le véritable test de cette vague de protestations aura lieu une fois la victoire acquise : les foules rentreront-elles chez elles ou pousseront-elles à un changement radical ?*



Un manifestant se tient devant des pneus en feu sur l' autoroute Ayalon, à Tel Aviv. Des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue après que le Premier ministre Benjamin Netanyahu a limogé le ministre de la Défense Yoav Gallant, qui avait appelé à suspendre la réforme judiciaire prévue par le gouvernement, le 26 mars 2023. (Oren Ziv)

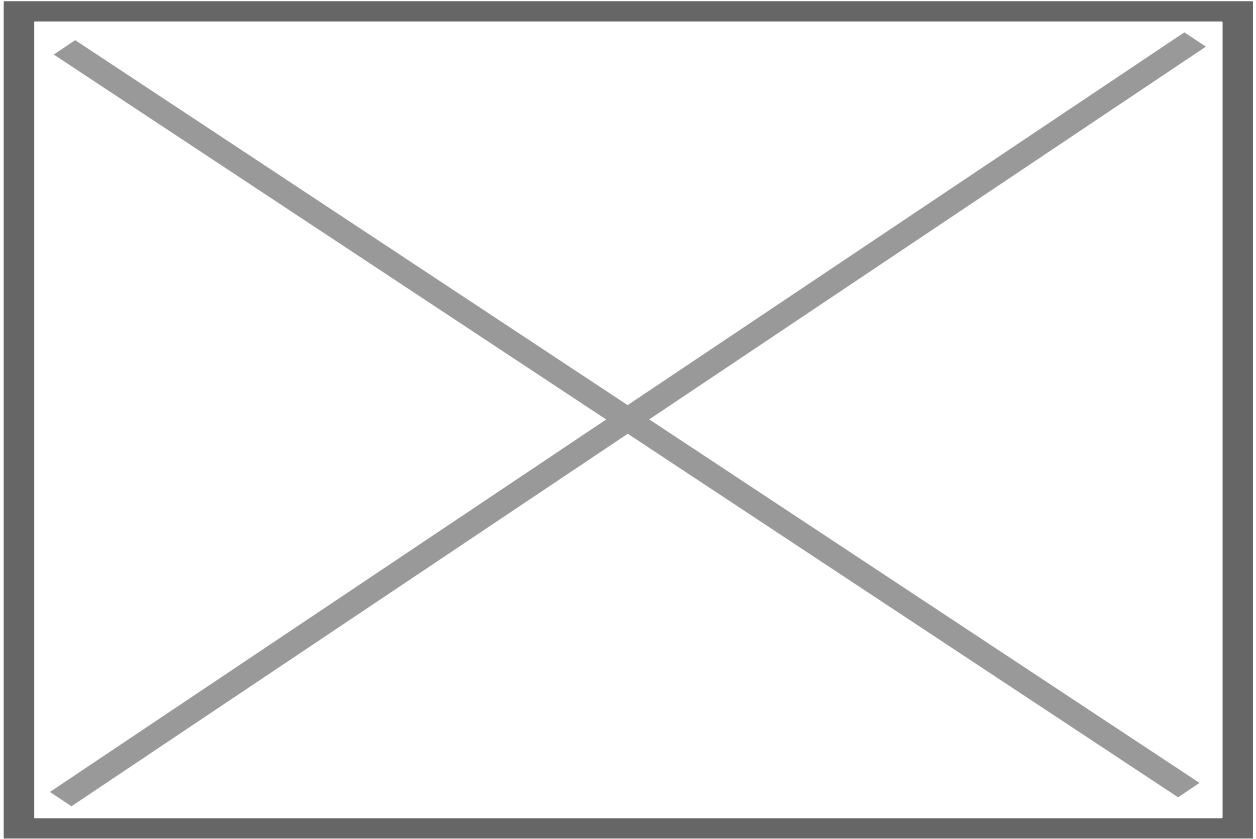
Après 13 semaines de manifestations publiques enflammées et sans précédent, la nuit de dimanche à lundi et la matinée de lundi ont apporté des développements historiques : non seulement une escalade continue des manifestations elles-mêmes, mais aussi l'annonce d'une grève générale par le puissant syndicat israélien, des grèves supplémentaires dans les universités du pays et des fermetures d'ambassades israéliennes dans le monde entier. Ces scènes, associées à l'annonce potentielle par le Premier ministre Benjamin Netanyahu qu'il mettait en pause son coup d'état judiciaire, ont conféré aux manifestations de lundi en

particulier celles qui se sont déroulées devant la Knesset à Jérusalem : une atmosphère différente : moins de peur et de rage, et davantage un rare sentiment d'accomplissement. Et ce, à juste titre.

Le fait que les manifestations puissent suspendre le coup d'État judiciaire, voire empêcher complètement, est un moment crucial pour la société civile israélienne. Le fait de savoir qu'un public aussi large se révolte à juste titre contre la menace qui pèse sur ses droits renforce considérablement l'identité même de démocratie.

D'un autre côté, il est difficile d'ignorer l'impression de déjanté qui accompagne ces manifestations. Il y a moins de deux ans, tout un camp politique a célébré la chute du gouvernement Netanyahu, après des semaines de protestations qui ont duré presque aussi longtemps que la vague de manifestations actuelle. À l'époque également, les protestations étaient unies par le fait qu'elles étaient contre quelque chose : le régime Netanyahu et non pour quelque chose. À l'époque, comme aujourd'hui, les manifestants estimaient que le caractère même de l'État était en jeu.

Mais le point le plus critique de tous est la compréhension par les manifestants du terme « démocratie » : une identité autour de laquelle ils se sont si intensément mobilisés. Tant dans les manifestations dites de Balfour que dans les manifestations actuelles contre le coup d'État judiciaire, la démocratie était une revendication centrale ; seul un groupe limité, bien que persistant, de manifestants anti-occupation a cherché à souligner les liens entre la violation des droits des Palestiniens dans les territoires occupés et la capacité d'Israël à maintenir un régime démocratique.



Un canon à eau de la police cible les manifestants sur l'autoroute Ayalon, à Tel Aviv. Des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue après que le Premier ministre Benjamin Netanyahu a limogé le ministre de la Défense Yoav Gallant, après qu'il ait appelé à suspendre la réforme judiciaire prévue par le gouvernement, le 26 mars 2023. (Oren Ziv)

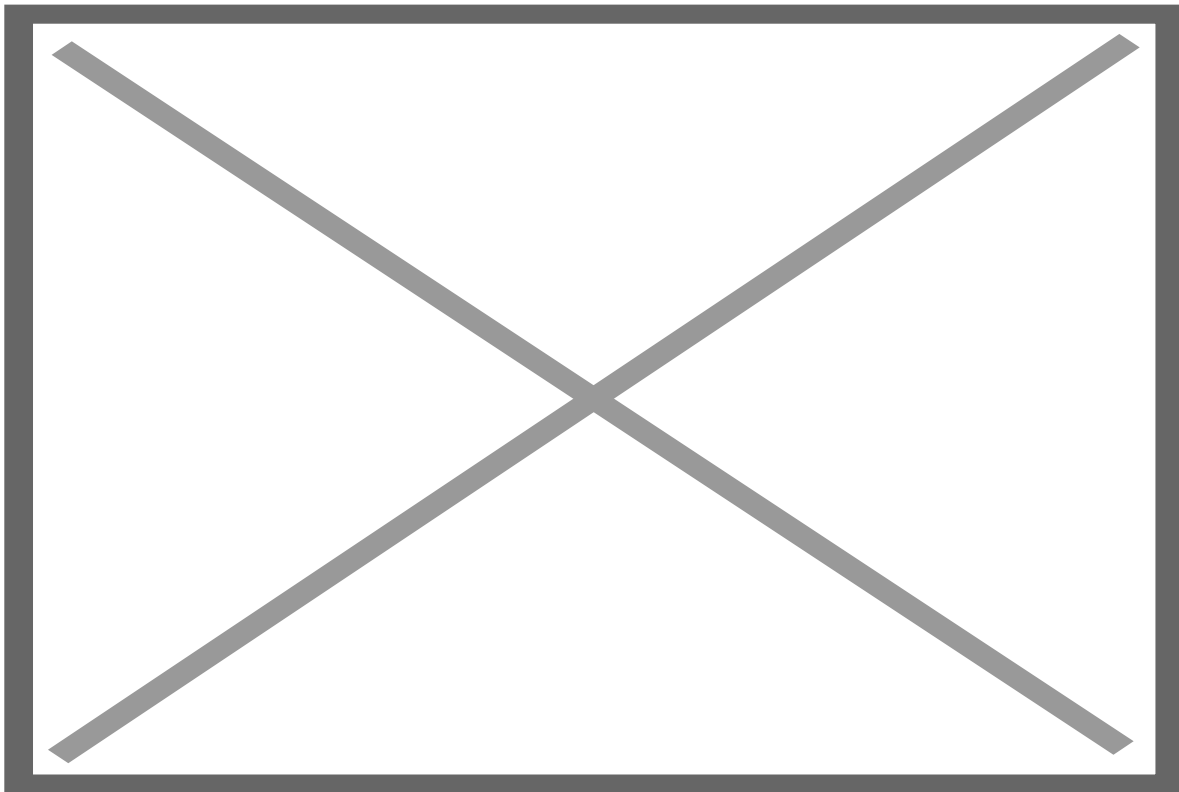
Lors des manifestations de Balfour, Oren Ziv de +972 s'est entretenu avec une série de manifestants qui ont juré que le renversement du régime de Netanyahu ne serait qu'un début. Après cela, disaient-ils, ils attaqueraient aux autres maux de la société et apporteraient la justice dans les domaines où elle fait défaut. Même une fois Netanyahu parti, ils ne s'arrêteraient pas, disaient-ils. Mais ils se sont arrêtés.

Grâce aux efforts des manifestants anti-occupation lors des manifestations de Balfour, un nombre significatif de personnes ont été exposées pour la première fois aux injustices de l'occupation et ont commencé à s'intéresser à la question ; certaines d'entre elles sont même devenues des activistes engagés qui assistent aux manifestations et continuent d'accompagner les bergers palestiniens en Cisjordanie occupée jusqu'à aujourd'hui. Mais dans l'ensemble, après l'éviction de Netanyahu, les foules qui étaient descendues dans la rue sont rentrées chez elles et ont accueilli le « gouvernement du changement », formé peu après, avec un profond sentiment de soulagement.

Parce que ces manifestations, dès le départ, se sont unies autour de l'idée de se débarrasser de Netanyahu et n'ont pas réussi à définir l'alternative qu'elles souhaitaient, le fait que cette coalition hybride réunisse des opposants vétéran à l'occupation, tels que Mossi Raz et

Gaby Lasky, et des faucons d'extrême droite comme Naftali Bennett et Avigdor Liberman, a été perçue comme une victoire. Ce même gouvernement, qui a supervisé le doublement du taux de démolition de maisons à Jérusalem-Est occupée et qui a été responsable de l'année la plus meurtrière pour les Palestiniens de Cisjordanie depuis près de vingt ans, est finalement sacrifié sur l'autel de la préservation du régime d'apartheid dans les territoires occupés.

Il ne s'agit pas ici de saluer les centaines de milliers de manifestants qui sont descendus dans la rue au cours des derniers mois, ni de remettre en question l'importance du mouvement de protestation. Il s'agit de rappeler à ces manifestants que la réalité israélienne exige un changement fondamental qui va bien au-delà de la simple prévention du coup d'État judiciaire, aussi diabolique soit-il. En fait, ce gouvernement prévoit d'adopter des lois et des politiques qui nuiront aux groupes les plus vulnérables : extension de l'autorité des tribunaux rabbiniques, coupes sombres dans les logements publics, poursuite de la privatisation du système éducatif, suppression de la Société de radiodiffusion publique, et bien d'autres encore. Nous ne pouvons pas détourner le regard lorsque ces mesures seront adoptées.



Des manifestants israéliens se rassemblent devant la Knesset, appelant le gouvernement Netanyahu à suspendre ses projets de réforme judiciaire, le 27 mars 2023. (Oren Ziv)

Mais le changement dont nous avons besoin va au-delà des projets ignobles de ce gouvernement. Le mouvement de protestation a apporté avec lui l'occasion d'avoir une conversation sur les axiomes les plus fondamentaux sur lesquels la société israélienne a été fondée et qui continuent à l'animer plus de sept décennies plus tard. Même si Netanyahu annonce qu'il gèle temporairement le coup d'État judiciaire et même s'il va jusqu'à l'annuler

---

complètement à?? notre examen de conscience ne fera que commencer, et les questions auxquelles nous devons répondre seront profondes.

Si nous ne comprenons pas comment nous en sommes arrivés là , nous nous condamnons à nous retrouver à l'avenir dans une situation identique à celle qui a suivi les manifestations de Balfour. Si nous ne nous demandons pas honnêtement où se trouvaient les citoyens palestiniens lors des manifestations de masse ou quel a été le rôle du langage nationaliste et militariste dans la protestation qui a peut-être été un succès sur le plan tactique, mais qui a creusé davantage le fossé entre les citoyens palestiniens et juifs à?? nous ne parviendrons pas à formuler une véritable démocratie qui doit inclure tous les citoyens.

Si nous continuons à nous concentrer uniquement sur les aspects procéduraux de la démocratie, tels que la composition des commissions de la Knesset, ou la demande d'établissement d'une constitution tout en ignorant le contenu d'un tel document à?? tel que l'égalité réelle, la liberté et la justice à?? nous nous retrouverons une fois de plus avec une coquille vide et mince de la démocratie. Si nous refusons de comprendre en ce moment même que la démocratie ne peut, par définition, coexister avec un régime d'occupation, d'apartheid et de suprématie, non seulement nous nous retrouverons inévitablement à lutter à nouveau contre une dictature, mais la prochaine fois, cette dictature sera bien plus violente et répressive.

*Cet article a été publié en hébreu sur Local Call. Orly Noy est rédactrice à Local Call, activiste politique et traductrice de poésie et de prose en farsi. Elle est présidente du conseil d'administration de B'Tselem et militante au sein du parti politique Balad. Ses écrits traitent des lignes qui se croisent et définissent son identité en tant que Mizrahi, femme de gauche, femme, migrante temporaire vivant à l'intérieur d'une immigrante perpétuelle, et du dialogue constant entre elles.*

Trad. A.S pour l'Agence Média Palestine

Source : [+972mag](#)

**date créée**  
2023/03/28